

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



COMMUNE DE MONTBAZON

MAIRIE

11 Place André Delaunay

37250 MONTBAZON

Tél. : 02 47 26 01 30

Courriel : mairie@ville-montbazon.fr

RÉHABILITATION DU RESTAURANT SCOLAIRE GUILLAUME LOUIS

MARCHÉ N° MP2025-02T

Date et heure limites de réception des offres

~~Le lundi 12 mai 2025 à 12h00~~

PROLONGATION jusqu'au jeudi 15 mai 2025 à 12h00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1: Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la **réhabilitation du restaurant scolaire du Groupe Scolaire Guillaume Louis**
Lieu(x) d'exécution : **1 rue du Pr Guillaume Louis 37250 Montbazon**

1.2 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 12 lots :

Lot	Dénomination	Index BT
01	TERRASSEMENT – GROS OEUVRES - VRD	BT01 Tous corps d'état
02	OSSATURE BOIS - BARDAGE - ZINGUERIE	BT54 Ossature bois
03	ETANCHEITE TERRASSE	BT53 Étanchéité
04	SERRURERIE	BT42 Menuiserie en acier et serrurerie
05	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	BT27 Fermetures de baies en aluminium
06	PLATRERIE - FAUX PLAFOND - MENUISERIES INTERIEURES BOIS	BT08 Plâtre et préfabriqués
07	PEINTURE - SOLS SOUPLES - FAIENCES - FACADE - NETTOYAGE	BT10 Revêtements plastiques
08	REKETEMENT DE SOL RESINE	BT10 Revêtements plastiques
09	ELECTRICITE	BT47 Électricité
10	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE	BT41 Ventilation
11	CLOISONS ISOTHERMES – REFRIGERATION	BT41 Ventilation
12	ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR	BT52 Imperméabilité de façades

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats peuvent soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.

1.3 - Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du nouveau code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié avec le titulaire pour des prestations similaires, sans publicité préalable et sans mise en concurrence. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

Les candidats ne doivent pas faire l'objet d'interdiction à soumissionner telles que définies aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de réponse de groupement, le mandataire du groupement conjoint demeure solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Il assure également la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

1.5 - Conditions d'acceptation des sous-traitants

L'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. La part des marchés sous traités doit être acceptable et les circuits courts privilégiés. En cours d'exécution du marché, le titulaire peut faire appel à de nouveaux sous-traitants, à la condition de les avoir déclarés **4 semaines préalablement à leur intervention** auprès du maître d'ouvrage. Délai indispensable pour valider la demande d'agrément.

Les sous-traitants éventuels proposés, ainsi que leurs conditions de paiement, pour être agréés par l'acheteur public au stade de la remise de l'offre et/ou en phase d'exécution du marché, doivent pouvoir satisfaire avec le titulaire du lot du marché l'ensemble des critères de sélection des concurrents du présent marché pour ne pas fausser la concurrence, ni réduire la qualité offerte.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

La durée du marché part de la notification du marché au titulaire, jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement. **Le délai d'exécution est de 11 mois, y compris 1 mois de période de préparation.**

2.2 - Variantes - PSE

2.2.1- Variantes ou PSE imposées

Les candidats concernés par les lots indiqués ci-dessous, ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

- PSE N°1 du lot N°05 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM :
Remplacement des stores du réfectoire.
- PSE N°2 du lot N°07 PEINTURE – SOLS SOUPLES – FAIENCES – FACADE – NETTOYAGE
Remplacement du revêtement de sol du réfectoire.

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.2.2- Variantes ou PSE facultatives

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base. Ils peuvent en outre présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :

Les travaux proposés doivent être d'une qualité au moins égale aux prescriptions du CCTP. Les variantes doivent permettre une réalisation plus rapide et/ou plus économique et/ou plus écologique. Chaque candidat ne peut présenter qu'une seule variante maximum.

2.3 - Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours** avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 - Mode de règlement du marché

Les paiements seront effectués en euro. Le délai de paiement est de 30 jours à compter du dépôt de la facture sur Chorus.

2.6 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les L2113-12 à L2113-14 du code de la commande publique.

2.7 - Clauses sociales

Sans objet.

Article 3 : Les intervenants

3.1 - AMO

Monsieur MARTINI Hervé – EMPREINTES CULINAIRES - 12 rue de la Tuilerie 37550 ST AVERTIN
Email : herve.martini@empreintes-culinaires.fr / Tel : 06 18 53 30 83

3.2 - Maître d'œuvre

Architecte

Madame Angela BROSSIER - BROSSIER ARCHITECTE - 3 Place Joffre 86170 Neuville-de-Poitou
Email : brossier-architecte@orange.fr / Tel : 05 49 39 20 79

Economiste, BE fluides et Cuisines :

Monsieur NIBAUDEAU Julien - AXE INGENIERIE – 71 Avenue des Hauts de la Chaume 86280 SAINT BENOIT
Email : julien.nibaudeau@axeingenierie.com / Tel : 05 49 55 45 25

Bureau d'études Structures :

Monsieur BOUTTEMY Vivian - API STRUCTURES - 176 rue de la Génoise 16430 CHAMPNIERS
Email : etude.vb@apibe.fr / Tel : 0 987 044 022

Bureau d'études Acoustique :

Monsieur KOTINGAN Gérard - ABC décibel - 12 Rue Jean Alexandre 86003 Poitiers cedex
Email : gkotingan@abc-decibel.com / Tel : 05 49 49 47 33

3.3 - Contrôleur Technique/ Coordinateur SPS

BUREAU DE CONTROLE :

Monsieur DEPONT Bertrand - BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - Agence Normandie Centre Va-de-Loire
Email : bertrand.depont@bureauveritas.com / Tel : 06 82 13 82 44

CSPS :

Monsieur TIRVERT Olivier - BATEC - 8 Rue Martin Marteau 37370 Villebourg
Email : olivier.tirvert@batec-sps.fr / Tel : 02 47 24 85 15

Article 4 : Contenu du dossier de consultation

- Le présent règlement de consultation (R.C)
- L'acte d'engagement
- Trame mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot et lot 00
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) de chaque lot
- Le plan général de coordination (PGC)
- Plans
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT)
- Planning.

Le dossier de consultation des entreprises à télécharger gratuitement par chaque candidat à l'adresse électronique suivante : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Les candidats doivent indiquer lors du téléchargement du DCE, leurs nom, n° de téléphone et adresse mail valides, afin que le pouvoir adjudicateur puisse les recontacter en cas de besoin (complément d'informations par exemple).

Le choix de l'adresse mail est très important. Elle devra être régulièrement consultée (Arrêt du Conseil d'Etat 03/10/2012 : le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de s'assurer de la réception d'un mail informant un candidat qu'un message lui a été adressé sur la plateforme dématérialisée).



Si le téléchargement du DCE se fait anonymement, ou si les changements d'adresse électronique ne sont pas répercutés sur la plateforme de dématérialisation, les soumissionnaires ne pourront être informés des éventuelles modifications de la consultation et devront en assumer l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO ou seront accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre conformément à l'article R2143-16 du code de la commande publique.

Il est conseillé de numéroté les fichiers par ordre logique de présentation en utilisant deux chiffres (ex. : 01-AE, 02-DPGF, ...).

5.1 - Pièces de la candidature

DUME ou DC1 Lettre de candidature - DC2 Déclaration du candidat.

Soit candidature DUME(Document Unique de Marché Européen) Explications ANNEXE 1

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du DUME en lieu et place des formulaires DC1, DC2 et le cas échéant DC4.

Le candidat peut compléter le DUME Acheteur proposé par l'université sur la plateforme PLACE ou fournir son DUME en pièce libre. ***Sa version disponible sur les profils d'acheteur permet de répondre aux exigences du principe du « Dites-le-nous-une-fois ».***

Soit candidature hors DUME

Les candidats utiliseront les formulaires **DC1** et **DC2** pour présenter leur candidature. Ces formulaires sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

En cas de groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera signé par chaque membre du groupement, ou par le mandataire dûment habilité qui devra joindre les habilitations nécessaires.

✎ **Le ou les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée**

pour engager la société, et le cas échéant l'habilitation du mandataire à engager le groupement (habilitation signée par l'ensemble des membres du groupement).

Pour apprécier les capacités techniques et professionnelles :

➤ Moyens :

- description des **effectifs du candidat** et de l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- déclaration indiquant **l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature que le marché objet de la présente consultation.

➤ Références :

- présentation d'une **liste de travaux exécutés** d'ampleur et de nature similaire à l'objet du marché au cours des cinq dernières années indiquant le montant, l'époque la date, et le lieu d'exécution des travaux et le destinataire public ou privé et précisant s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- La preuve de la capacité technique du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références en rapport avec l'objet du marché attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

En cas de candidature en groupement, les documents prévus seront produits par chacun des membres du groupement (à l'exception du DC1, commun au groupement) ; les documents relatifs à la capacité économique et financière et à la capacité technique donneront lieu à une appréciation globale de la capacité du groupement.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. L'acheteur public appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Le candidat est également dispensé de transmettre les informations déjà transmises au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et doit indiquer, la référence de la consultation pour laquelle les documents ont été transmis.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours.

5.2 - Pièces de l'offre

- **L'acte d'engagement** : à compléter
- **La décomposition du prix global forfaitaire** (DPGF) dûment renseigné et daté
- **Toute information** que le candidat jugera nécessaire
- **Le mémoire technique de l'entreprise répondant à l'ensemble des critères ci-dessous.** Les candidats doivent impérativement compléter les rubriques de la trame fournie et non se contenter de renvoyer à une plaquette ou autres documents.

Pour la rédaction des mémoires, veillez à éviter la production de documents inutiles, qui peuvent être pénalisants, et privilégier ceux qui donnent les informations dont le maître d'ouvrage a besoin pour le marché en question.

**La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire.
Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.**

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Concernant les prix, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points
<p>Rapport Qualité Prix</p> <p>Note maximale de 60 points attribuée à l'offre recevable la plus basse</p> <p>Notation des autres offres avec la formule suivante :</p> <p>Nombre de points = (60) x (prix moins disant / prix de l'offre concernée)</p> <p>0 1 point pourra retirer de la note prix si le candidat ne respecte pas la DPGF fournie dans le DCE</p>	60/100
<p>Valeur technique de l'offre</p> <p>Définition et appréciation du critère : Le critère valeur technique sera jugé au vu du mémoire technique et selon la grille de pondération ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les notices techniques et caractéristiques des matériels et des produits proposés : 15 points. <p>Les points seront attribués comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Proposition jugée très satisfaisante : 15.00 points o Proposition jugée satisfaisante : 11.25 points o Proposition jugée moyenne : 7.50 points o Proposition jugée peu satisfaisante : 3.75 points o Proposition jugée non satisfaisante : 0.00 point <ul style="list-style-type: none"> - Les moyens mis en œuvre et ses modes opératoires : 15 points. <p>Les points seront attribués comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Proposition jugée très satisfaisante : 15.00 points o Proposition jugée satisfaisante : 11.25 points o Proposition jugée moyenne : 7.50 points o Proposition jugée peu satisfaisante : 3.75 points o Proposition jugée non satisfaisante : 0.00 point <ul style="list-style-type: none"> - Analyses des contraintes du planning proposés dans le DCE et tout particulièrement lors des phases critiques pendant les vacances scolaires : 5 points. <p>Les points seront attribués comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Proposition jugée très satisfaisante : 5.00 points o Proposition jugée satisfaisante : 3.75 points o Proposition jugée moyenne : 2.50 points o Proposition jugée peu satisfaisante : 1.25 points o Proposition jugée non satisfaisante : 0.00 point <p>En l'absence de mémoire technique l'offre sera déclarée irrégulière.</p> <p>Une bonification de 5 points sera attribuée pour les mémoires techniques qui sont complets et très satisfaisants au moment de la remise des offres, avant l'ouverture des négociations, comprenant tous les éléments nécessaires à l'appréciation de la qualité technique des matériels et/ou matériaux mis en œuvre, aux moyens et aux modes opératoires envisagés pour réaliser les prestations, à l'analyse des contraintes du planning, et aux modalités de gestion des déchets de chantier.</p>	40/100

Article 7 : Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec **les trois premiers** candidats à l'issue de l'étude initiale des offres de chaque lot, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. Un nouveau classement sera établi après négociation et déterminera l'attributaire de chacun des lots.

A l'issue de la négociation et avant la signature du marché, chaque candidat sera invité à compléter son offre et à produire, le cas échéant un nouvel acte d'engagement mis à jour des conditions négociées.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins le droit de ne pas négocier, au vu du résultat de l'examen des offres. Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander, durant la négociation si elle a lieu, aux candidats ayant remis une **offre irrégulière** ou **inacceptable** (au sens des articles R2152-1 du code de la commande publique) de régulariser leur offre, à la condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Toute offre inappropriée est éliminée.

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique, toute **offre** paraissant **anormalement basse** fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 8 : Conditions d'envoi des plis

8.1 - Mode de transmission des offres

Les offres seront exprimées en langue française et établies en euros.

Les offres seront transmises **OBLIGATOIREMENT de façon dématérialisée** sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://webmarche.solaere.recia.fr>

Il est conseillé de ne pas dépasser 30 Mo pour la taille des plis électroniques. Veillez notamment à compresser les images et documents transmis et à télécharger votre offre avant l'heure limite. Seule l'heure de fin du téléchargement est prise en compte.

Le dépôt de l'offre devra avoir lieu avant la date et l'heure indiquée en 1ère page.

Le dépôt de l'offre sur la plateforme ne nécessite pas de signature électronique.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée, hormis la copie de sauvegarde (voir ci-après).

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Word (.doc), Excel (.xls), pdf, dwg, jpeg...

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi

Article 9 : Renseignements complémentaires

9.1 - Demande de renseignements

Pour tout renseignement complémentaire concernant le marché, les candidats devront adresser, au plus tard **10 (dix) JOURS** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur la plateforme <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Une réponse sera alors fournie en temps utile à l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier.
Il est rappelé que les échanges par le biais de cette plateforme ont la même valeur juridique que les courriers envoyés en lettre recommandée avec accusé de réception.

9.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Une visite sur site est prévue le mercredi 30 avril 2025 à 14h30.

Les candidats souhaitant y participer, devront prendre contact avec le secrétariat des services techniques de la mairie au 02.47.26.26.22








A l'issue de celle-ci, les candidats se verront remettre une attestation de visite à joindre lors de la remise de leur offre.

Article 10 : Documents demandés au (x) seul(s) candidat(s) retenu(s)

Conformément aux articles R2144-1 à R2144-4 et R2144-6 à R2144-7 du code de la commande publique, si dans les délais précisés par le pouvoir adjudicateur, le candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, ou si des écarts ont été constatés entre l'offre remise initialement, après négociation ou mise au point avec le pouvoir adjudicateur, et l'offre signée, le marché sera attribué à l'offre classée en 2^{ème} (sous réserve qu'elle fournisse à son tour les documents demandés).

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les documents demandés.

Une fois le marché attribué, le candidat retenu devra produire

-  **L'acte d'engagement** revêtu d'une signature originale ou électronique certifiée accompagné de la déclaration de sous-traitance (DC4) s'il y a lieu.
-  La copie du ou des **jugements** prononcés si le candidat est en **redressement judiciaire**
-  Les **attestations d'assurances** couvrant l'entreprise pour les travaux et objets du marché (biennale, décennale)
-  Le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation **d'emploi des travailleurs handicapés** Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) pour les entreprises de plus de vingt salariés.
-  La pièce prévue à l'article D 8254-2 ou D8254-5 du Code du travail : **la liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
-  **Pour les entreprises établies à l'étranger**, la copie de la déclaration de détachement de salariés étrangers et la désignation du représentant de l'entreprise sur le territoire national (article R1263-12 du code du travail),
-  Les **attestations justifiant de la régularité de la situation du candidat eu égard à ses obligations fiscales** (à demander aux services des impôts) et **sociales** (délivrée par l'URSSAF datant de moins de 6 mois à renouveler jusqu'à la fin du contrat)

Dorénavant lors de l'attribution d'un marché public, seules les attestations de régularité fiscale et sociale permettront aux entreprises de justifier de leur situation au regard de leurs obligations déclaratives et de paiement en la matière.

Présentation des variantes : les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

Article 11 : Règlement des litiges

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex 1
Tél. : 02 38 77 59 00 – Fax : 02 38 53 85 16
e-mail : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Instance chargée des procédures de médiation

Comité consultatif interdépartemental de règlement amiable des litiges
Préfecture de la région Pays de Loire
7 quai Ceynerai – 44035 NANTES CEDEX 1

Voies et délais de recours dont dispose le candidat :

- Recours gracieux devant le pouvoir adjudicateur sous deux mois à compter de la publication, ou de la notification de la décision attaquée,
- Référé précontractuel prévu aux articles L 551-1 à L 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat (au terme d'un délai de 11 jours à compter de la notification des lettres de rejet des offres aux candidats non retenus).
- Référé contractuel prévu aux articles L 551-13 à L 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif sous deux mois à compter de la publication ou notification de la décision ou de l'acte attaqué (article R421-1 du CJA). Ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur.
- Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique conformément à l'arrêt du Conseil d'État n°358994 du 04/11/2014, Département du Tarn et Garonne. Est compétent pour exercer ce recours tout tiers du contrat susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses.